

Brève réflexion sur le catalogue des idées reçues

Capitalisme et étatisme dans la Chine post-maoïste

Dans « La dynamique du capitalisme », recueil consacré à la naissance de l'économie en Europe, Braudel rappelait l'impossibilité d'aborder de façon séparée et essentialiste la tranche d'histoire qui le préoccupe car « l'économie en soi, cela n'existe évidemment pas ». C'est particulièrement le cas en Chine continentale vu le rôle énorme que l'Etat centralisé y joue depuis des millénaires, y compris dans le domaine de l'organisation hiérarchisée des marchés, comme le rappelle Braudel. La notion de « socialisme de marché », utilisée depuis la fin de l'époque maoïste pour caractériser la politique économique de l'Etat, fait donc bien plus référence à la tradition impériale qu'à l'interprétation libérale de la « main invisible ». Interprétation dont les bases furent posées par les fondateurs de l'économie comme science, dans l'Angleterre du XVIII^e siècle, berceau du capitalisme moderne, à savoir les économistes, et reprise en partie par les marxistes. Dans cette optique, les réformes de l'économie étatisée entamées à la fin des années 1970 et accélérées par la défaite des profondes révoltes de la fin des années 1980, auraient amenées l'Etat, leur fourrier, à être rongé par « les forces du marché mondial ». Il serait cantonné à exercer « le monopole de la violence légitime », pour reprendre la formule de Weber, pour protéger la « libre » accumulation « primitive » du capital, sur la base de l'intégration croissante de la Chine à l'économie globale. Du dirigisme, mis en place par le Parti en 1949, et hérité de la bureaucratie céleste d'antan, il ne resterait presque rien. Bref, la nomenklatura maoïste aurait donné naissance, via la corruption du Parti par les « forces du marché », à des cliques d'affairistes et de boursicoteurs bornés qui régneraient, par la coercition qu'exerce la police, sur les multitudes de « mintong », ilotes issus des campagnes misérables et concentrés dans des manufactures « dignes » de celles créées en l'Angleterre à l'aube de l'époque victorienne.

Comme toujours, l'idéologie, même la plus réductrice, repose sur la prise en compte partielle de phénomènes réels mais détachés de leur contexte. Concernant la Chine, ils sont sélectionnés en fonction de critères qui ne sont pas exempts de préjugés eurocentristes, datant de l'époque où les puissances européennes constituaient leurs empires coloniaux et tentaient de démembrer l'empire du Milieu. Le préjugé initial perdure, recyclé aujourd'hui sous la forme du mythe selon lequel le « rôle » de la Chine – dans les milieux « révolutionnaires » en Europe, personne n'ose plus employer le terme « destin » –, est de constituer « l'atelier du monde ». Mais le fait que l'Etat, via la politique de réformes, ait aussi favorisé en partie l'apparition de forces qu'il ne contrôle pas en totalité ne signifie pas qu'il est devenu l'esclave de puissances supra-étatiques mondiales. La réalité est têtue et l'appel répétitif aux mantras des économistes libéraux n'y change rien. Au contraire, le rôle dirigiste et organisateur de l'Etat, via les réformes successives mises en place depuis plus de trente ans, n'a pas disparu. Mais il a été modernisé, en utilisant aussi toutes les ressources de la tradition étatiste chinoise, certes modifiée et adaptée aux besoins de la modernisation du capital. Il a été, de façon volontaire et coercitive, concentrée autour de secteurs essentiels aujourd'hui modernisés pour l'essentiel ou en cours de modernisation, tels que les centres de recherche high-tech, les banques, les télécommunications, les grandes entreprises militaires et civiles, y compris dans le domaine de la génération d'électricité, les pôles et voies de communications en général, et les maritimes et fluviales en particulier. Tout particulièrement même, vu le rôle décisif que joue le contrôle des eaux en Chine continentale, y compris pour des raisons de stratégie régionale : quatre des principaux fleuves d'Asie trouvent leurs sources sur les plateaux tibétains, en particulier le Mékong et le Brahmapoutre.

Par suite, il est impossible de séparer ce qui est du domaine de l'Etat, au sens de la raison d'Etat pratiquée par les actuels gestionnaires du pouvoir central, et l'économie, l'autre nom du capital. Mieux, en liquidant les vieilles entreprises publiques obsolètes, en stimulant sous contrôle étatique la mise en place d'entreprises privées, y compris celles d'origine étrangère dans les « zones spéciales », qui combinent le high-tech et l'emploi de « mintong », etc., le pouvoir d'Etat a modernisé et accru la puissance dont il dispose, en particulier financière. Ainsi, pendant presque vingt ans, les entreprises étrangères ne purent pas vendre leurs marchandises sur le marché chinois et les devises qu'elles rapportaient furent utilisées en grande partie par l'Etat pour la modernisation. La manne financière n'a donc pas servi qu'à des opérations spéculatives ou à des dépenses somptuaires en faveur des héritiers et des protégés du Parti, mais aussi à accroître la puissance générale de l'Etat et du capital chinois. Ce qu'il est essentiel de comprendre, sous peine de ne pas saisir le sens des révoltes qui apparaissent aujourd'hui en Chine, leur forces mais aussi leurs faiblesses. C'est pourtant ce qui nous importe au premier chef. ■

Lao She (Vieux Serpent)

Notes pour « La Discordia », décembre 2015